

La chute de l'emploi interrompue début 2013

Dans un contexte du recul du PIB national et de la stagnation de la consommation des ménages, l'emploi haut-normand se stabilise, soutenu par l'intérim. Excepté la construction, les autres indicateurs conjoncturels sont dans le rouge. Le chômage augmente toujours et la situation devient préoccupante pour les défaillances d'entreprises.

Jean-Philippe CARITG, Catherine SUEUR, Insee Haute-Normandie

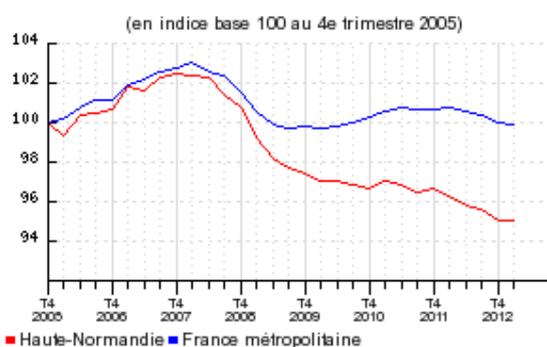
Synthèse régionale

En Haute-Normandie, au 1^{er} trimestre 2013, l'emploi est stable, essentiellement grâce à la vive reprise de l'intérim (+ 4,0 %). La construction reste en perte de vitesse (- 1,2 %). Avec 152 680 inscrits à Pôle emploi au 31 mars, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, ou C* bat le record du trimestre précédent. Avec 3 760 inscriptions supplémentaires, il faut remonter au 2^e trimestre 2009 pour trouver une hausse aussi importante en un trimestre. Les demandeurs de longue durée sont particulièrement touchés : ils représentent désormais 43,7 % des demandeurs d'emploi, soit dix points de plus qu'avant 2008. Ces niveaux n'avaient plus été atteints depuis l'an 2000.

Dans ces conditions, le chômage reste orienté à la hausse avec 11,7 % de la population active.

Les créations d'entreprises progressent mais l'auto-entrepreneuriat marque le pas. Le nombre de défaillances est proche de ses records. La fréquentation hôtelière recule. L'activité du secteur de la construction est orientée à la hausse.

Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

* Personne sans emploi ou ayant exercé une activité réduite tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Le contexte international

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité dans les pays avancés (+ 0,4 % après 0,0 %) a rebondi comme attendu. Elle a en revanche été décevante dans les économies émergentes, notamment en Chine. En particulier, l'accélération de l'activité a été nette au Japon grâce au redémarrage des exportations et aux États-Unis, soutenue par une consommation des ménages particulièrement dynamique malgré le durcissement fiscal.

Dans la zone euro, l'activité s'est repliée, pour le 6^e trimestre consécutif, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent (- 0,2 % après - 0,6 %). Les situations nationales sont contrastées : l'activité allemande a seulement rebondi de 0,1 % et les importations allemandes se sont nettement repliées. L'activité a reculé en France (- 0,2 %) et encore plus en Espagne et en Italie (- 0,5 % et - 0,6 %).

L'activité mondiale devrait rester robuste d'ici fin 2013, avec un dynamisme sans excès dans les économies émergentes, une expansion aux États-Unis (autour de + 0,5 % par trimestre) et plus encore au Japon (+ 0,6 % par trimestre). L'activité dans la zone euro devrait connaître aussi un léger mieux d'ici fin 2013 (+ 0,1 % par trimestre).

La conjoncture nationale

En France, le PIB a reculé de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2013, pour le 2^e trimestre consécutif. Les exportations ont reculé (- 0,4 % après - 0,7 %), en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes, et la consommation des ménages a stagné (- 0,1 % après + 0,1 %), malgré la forte progression des dépenses des ménages en énergie (+ 5,0 %), du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude début 2013. Côté offre, la production manufacturière a continué de se replier (- 0,1 % après - 2,1 %) et l'activité a ralenti dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages.

D'ici fin 2013, la demande intérieure continuerait de manquer de tonus, mais le recul de l'activité s'interromprait néanmoins. Ainsi, au 2^e trimestre 2013, grâce au rebond des exportations (+ 1,3 %) et à la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière, l'activité se redresserait (+ 0,2 % après - 0,2 %). En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait. Il bénéficierait de la baisse marquée de l'inflation mais resterait pénalisé par la dégradation du marché du travail : d'ici fin 2013, plus de 110 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage dépasserait 11,0 %.

Emploi salarié marchand

L'intérim stabilise l'emploi

En Haute-Normandie comme en France métropolitaine, corrigé des variations saisonnières, au 1^{er} trimestre 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands est stable par rapport au trimestre précédent. Cette stabilité prévaut également dans les deux départements de la région.

Sept secteurs sur dix-sept sont des créateurs nets d'emplois. Avec 750 emplois supplémentaires, l'intérim met fin à sa dégradation observée depuis six trimestres. Ce secteur enregistre la plus forte hausse du trimestre : + 4,0 %. En lien avec la stabilité dans l'industrie, le nombre de salariés progresse dans les activités de soutien aux entreprises (+ 220). Les activités de services aux ménages sont, elles aussi, orientées à la hausse : 170 postes supplémentaires. En revanche, la morosité persiste dans la construction : - 1,2 % après - 1,9 % au trimestre précédent soit une destruction nette de 530 emplois ce trimestre. Avec 250 disparitions nettes, l'emploi recule de 1,4 % dans l'hôtellerie, secteur qui, proportionnellement, recule le plus au 1^{er} trimestre. Dans le commerce, le recul reste limité à 0,5 % mais concerne 365 emplois.

Sur un an (1^{er} trimestre 2013 comparé au 1^{er} trimestre 2012), l'emploi salarié recule de 1,2 % en Haute-Normandie soit 0,5 point de plus qu'en France métropolitaine. Malgré le rebond de l'intérim ce 1^{er} trimestre, pour ce secteur, le recul reste important : - 4,9 %. La situation dans la construction est celle d'un recul de 3,7 % sur cette même période.

Le taux de chômage

Une hausse continue depuis 6 trimestres

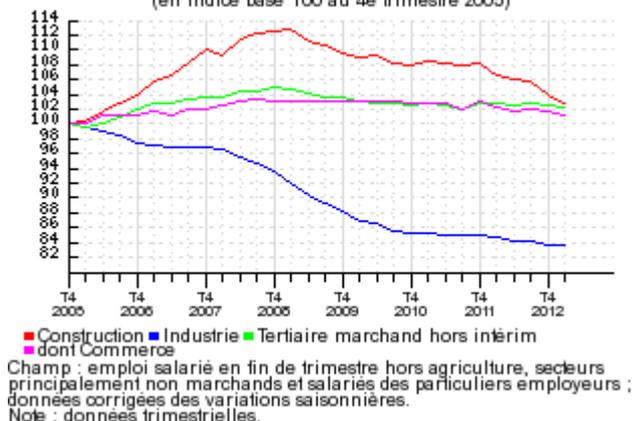
En moyenne, en Haute-Normandie, sur le 1^{er} trimestre 2013, 11,7 % de la population active est au chômage, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du 6^e trimestre consécutif de hausse pour cet indicateur. Il faut remonter au 2^e trimestre 1999 pour trouver un taux de chômage aussi important. La région reste la 5^e de France métropolitaine la plus affectée par le chômage, entre la région PACA (11,9 %) et celle de Champagne-Ardenne (11,5 %).

D'un trimestre à l'autre, le taux de chômage progresse de 0,2 point (en données corrigées des variations saisonnières) dans les deux départements haut-normands. Il atteint 11,3 % dans l'Eure et 11,9 % en Seine-Maritime.

Sur cette même période, le taux de chômage croît de 0,3 point en France métropolitaine à 10,4 % de la population active.

Sur un an (1^{er} trimestre 2013 comparé au 1^{er} trimestre 2012), la hausse est de 0,9 point tant en région qu'en France métropolitaine.

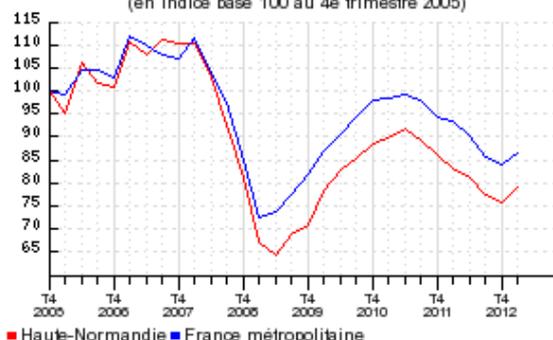
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur
(en indice base 100 au 4e trimestre 2005)



Source : Insee, Estimation d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire

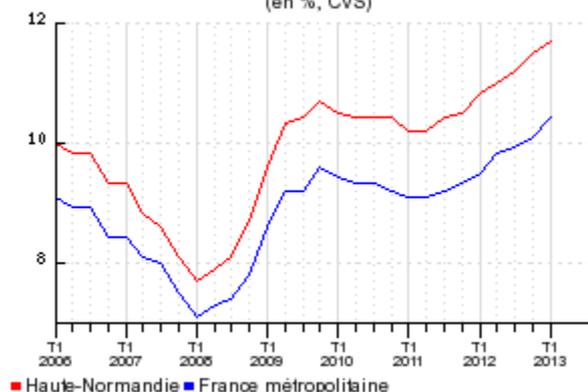
(en indice base 100 au 4e trimestre 2005)



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Taux de chômage

(en %, CVS)



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Construction

Logements : un effort de construction à confirmer

En Haute-Normandie, sur douze mois glissants, au 1^{er} trimestre 2013, 8 570 logements ont été mis en chantier, soit une hausse de 4,2 % par rapport au trimestre précédent contrairement à un recul de 3,2 % en France métropolitaine. Cette hausse concerne uniquement le logement individuel en progression de 5,3 %. Les mises en chantier de logements collectifs reculent de 1,2 % et représentent le tiers de l'ensemble des constructions. Cependant, malgré cette amélioration, l'effort de construction est nettement en deçà de son pic de novembre 2006 à juin 2008 où, sur douze mois glissants, les mises en chantier approchaient ou dépassaient les 10 000 unités.

Sur un an (cumul d'avril 2012 à mars 2013 comparé au cumul des mêmes mois un an auparavant) le recul est deux fois moins important en Haute-Normandie (- 7,8 %) qu'en France métropolitaine (- 16,8 %).

Après trois trimestres consécutifs de baisse, au 1^{er} trimestre 2013, sur douze mois glissants, les permis de construire augmentent de 6,7 % à 12 500 autorisations. Progressant deux fois moins vite que l'individuel (+ 9,6 %), l'effort reste néanmoins soutenu pour le logement collectif qui représente plus de 40 % des autorisations.

Locaux : quatre fois plus de locaux agricoles en un an

En Haute-Normandie, 725 300 m² ont été mis en chantier d'avril 2012 à mars 2013 soit un tiers de plus que l'année précédente. Dans ce même laps de temps, le recul est de 7,1 % en métropole.

En région, le quadruplement des constructions agricoles (à 78 500 m²) et le doublement de celles d'entrepôts influent sur les résultats. Seules les constructions de locaux de services publics (- 12,5 %) et celles dédiées à l'hôtellerie (- 6,3 %) diminuent.

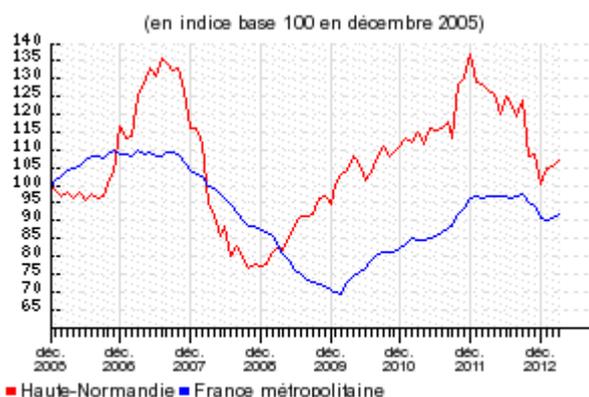
La fréquentation hôtelière

En baisse sur l'ensemble du trimestre

Au 1^{er} trimestre 2013, l'hôtellerie haut-normande enregistre une baisse de fréquentation de 3,1 % (exprimée en nombre de nuitées) par rapport au 1^{er} trimestre 2012. En France métropolitaine sur la même période, la diminution est beaucoup plus modérée (- 0,8 %).

En Haute-Normandie, la clientèle étrangère représente 13 % des 538 000 nuitées enregistrées ce trimestre (31 % en France métropolitaine). Cette clientèle contribue le plus à la baisse avec un recul de la fréquentation de 16,7 %, contre seulement - 0,6 % pour la clientèle française. Le fléchissement de la fréquentation hôtelière en Haute-Normandie concerne les trois mois du trimestre. La Haute-Normandie n'a pas bénéficié de la reprise enregistrée au mois de mars au niveau métropolitain.

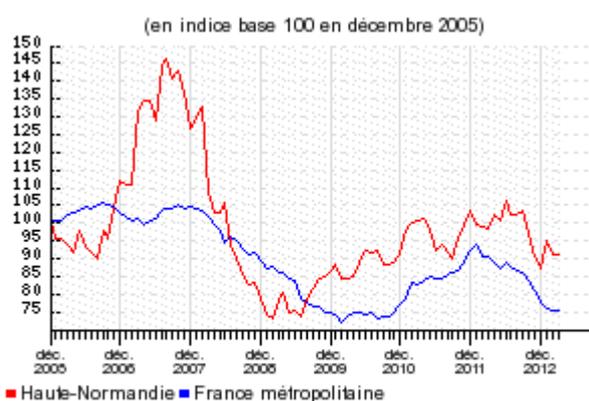
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del](#)

Évolution du nombre de logements commencés

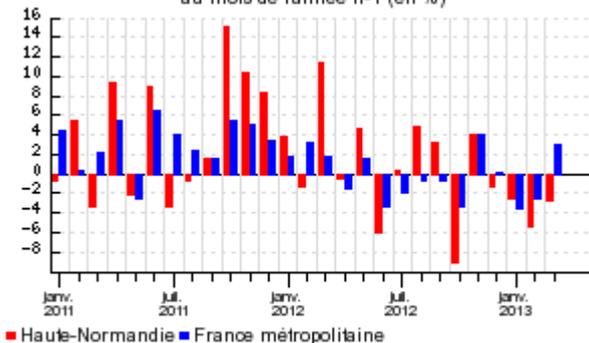


Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, [Sit@del](#)

Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Evolution du nb de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du Tourisme ; CRT

Les entreprises

Créations : l'auto-entrepreneuriat cède du terrain

Au 1^{er} trimestre 2013, en données brutes, 2 644 entreprises ont été créées en Haute-Normandie.

Sur un trimestre, la progression est de 1,4 % soit nettement moins qu'en France métropolitaine (+ 11,7 %).

Cette hausse modérée résulte d'une baisse de 16,7 % des auto-entreprises, qui, pour la première fois depuis la création de ce statut en janvier 2009 représentent moins de la moitié de l'ensemble des créations.

En région, à une hausse de 5,8 % en Seine-Maritime, s'oppose une diminution de 6,4 % dans l'Eure.

Le secteur de la construction progresse de 13,3 % et contribue le plus à la hausse trimestrielle. Trois secteurs sont en baisse, dont celui des activités financières au recul le plus important (- 36,0 %) mais pesant seulement 2 % de l'ensemble des créations.

Sur un an (1^{er} trimestre 2013 comparé au 1^{er} trimestre 2012), et toujours en données brutes, les créations diminuent de 9,2 % en Haute-Normandie et de 4,8 % en France métropolitaine

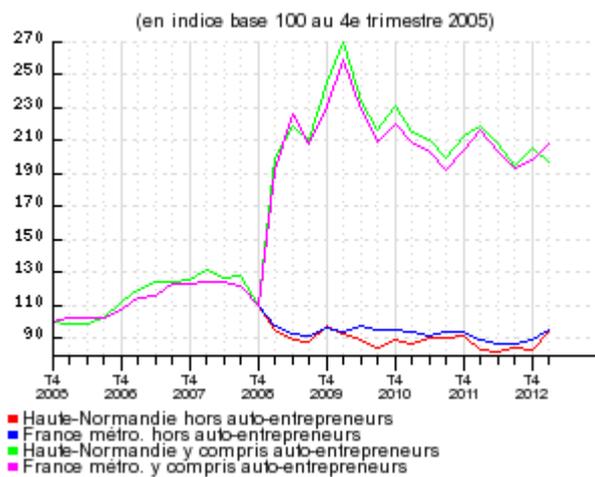
Défaillances : rechute de l'industrie

En données brutes, 378 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire au 1^{er} trimestre 2013, soit 6,8 % de plus par rapport au 4^e trimestre 2012. Cette évolution est contraire à celle observée en France métropolitaine : - 5,8 %.

L'industrie souffre le plus : 31 % de défaillances supplémentaires après deux trimestres consécutifs de baisse. Le commerce de gros (+ 14,9 %) contribue le plus à la dégradation du trimestre. La situation est stable dans la construction (+ 1,0 %) qui pèse un peu plus du quart du total des défaillances. Dans les secteurs des activités financières et immobilières les défaillances reculent d'un quart, mais ces deux secteurs représentent seulement 3,2 % de l'ensemble des défaillances.

Sur un an (1^{er} trimestre 2013 comparé au 1^{er} trimestre 2012), la hausse est modérée en Haute-Normandie (+ 1,3 %) alors que la situation s'améliore en France métropolitaine : le nombre de défaillances y diminue de 5,4 %.

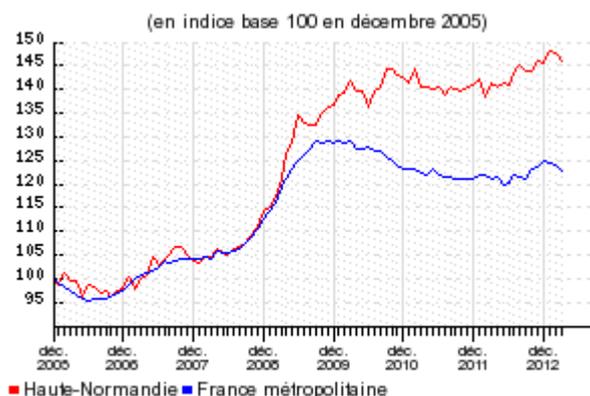
Évolution du nombre de créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises, Sirène)

Les défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Insee, BODACC